

Les dirigeants africains et le pouvoir

Depuis les années 1960, l'histoire politique africaine est jalonnée de promesses de renouveau trahies, de soulèvements populaires étouffés et de leaders autoproclamés sauveurs devenus, au fil du temps, des gardiens sourcilleux d'un ordre, souvent imposé en arrière-plan pour la défense d'intérêts particuliers et/ou étrangers, bâti sur la peur. Madagascar, île aux destins contrariés, n'échappe pas à ce cycle. À la veille d'échéances cruciales, le pays semble rejouer la partition d'un continent où la démocratie avance à pas comptés, entravée par la force, l'argent et la tentation dynastique. Cet article propose un voyage dans cette histoire d'ombres et de lumières, pour comprendre comment le passé façonne le présent et éclaire peut-être les chemins de demain.

Introduction

- Le pouvoir et l'autoritarisme en Afrique depuis les indépendances.

Depuis les indépendances, le pouvoir en Afrique s'est souvent construit dans un climat de tension entre aspirations populaires et manœuvres d'élites. De nombreux leaders, portés initialement par une légitimité révolutionnaire ou nationaliste, se sont peu à peu mués en gardiens jaloux d'un système autoritaire. Le discours de l'unité nationale, la peur du chaos ou de l'ingérence étrangère ont souvent servi de prétexte pour réduire les libertés publiques, manipuler les constitutions et consolider des régimes marqués par la personnalisation et l'appropriation des institutions. L'autoritarisme est ainsi devenu, pour une large partie du continent, un mode de gouvernance durable, façonnant les rapports entre dirigeants, peuple et communauté internationale.

- Contexte historique des leaders autoritaristes africains et leurs trajectoires.

Durant les années 1960 et 1970, le continent africain a été secoué par des vagues de coups d'État militaires et de renversements de pouvoir, souvent appuyés ou tolérés par des puissances étrangères. De la Somalie de Siad Barre à l'Ouganda d'Idi Amin, en passant par le Soudan d'Omar al-Bashir, les trajectoires autoritaristes ont généralement commencé par une promesse : rétablir l'ordre, moderniser l'État ou libérer la nation d'anciens systèmes jugés corrompus ou inefficaces. Rapidement, ces leaders se sont entourés de cercles restreints, ont bâillonné la presse et les oppositions, ont érigé la constitution en outil de prolongation de leur pouvoir et ont instauré une répression féroce pour consolider leur autorité. Ces schémas se sont répétés, décennie après décennie, créant une histoire politique marquée par la violence d'État, le culte de la personnalité et la persistance d'une gouvernance autoritaire.

Historique des régimes autoritaristes en Afrique

- Coup d'État et prise de pouvoir violente (ex : Somalie, Ouganda, Tchad).

Les stratégies communes de maintien au pouvoir en Afrique reposent souvent sur une combinaison d'outils juridiques, institutionnels et de force. Nombre de dirigeants ont modifié ou contourné les constitutions pour abolir les limitations de mandat, légitimer des élections biaisées ou renforcer un exécutif hypertrophié. D'autres ont consolidé leur emprise grâce à des appareils sécuritaires redoutables, utilisant la peur et la violence pour étouffer la contestation. La manipulation électorale, de la fraude massive aux intimidations directes, est devenue une arme récurrente, tandis que le népotisme, en plaçant des proches à des postes clés, permet de verrouiller le système de l'intérieur. À cela s'ajoute la capacité de mobiliser un discours populiste ou nationaliste pour rallier une partie de l'opinion et justifier la concentration du pouvoir.

Dirigeant	Pays	Prise de pouvoir
Siad Barre	Somalie (1969–1991)	Coup militaire après assassinat civil (files.ethz.ch , en.wikipedia.org , en.wikipedia.org)
Idi Amin	Ouganda (1971–1979)	Coup militaire contre Obote
Omar al-Bashir	Soudan (1989–2019)	Coup militaire via Council for National Salvation
Hissène Habré	Tchad (1982–1990)	Coup militaire, instauration d'un régime à parti unique
Omar Bongo	Gabon (1967–2009)	Succession par stabilité politique, monopartisme
Teodoro Obiang	Guinée équatoriale (1979–présent)	Coup contre son oncle, puis régime militaire monolithique
Yoweri Museveni	Ouganda (1986–présent)	Rébellion armée, guerre civile, puis monopole du pouvoir
Teodoro Obiang et Paul Biya, Denis Sassou Nguesso, Isaias Afwerki	Afriques diverses	Régimes précédents persistant >30 ans

- Construction des monopoles politiques et verrouillage institutionnel (parti unique, suppression des oppositions).

Dès les premières années post-indépendance, de nombreux dirigeants africains ont érigé le parti unique en outil d'encadrement de la vie politique. Sous couvert d'unité nationale et de lutte contre les divisions ethniques ou régionales, ces chefs d'État ont supprimé les oppositions, intégré leurs rivaux dans des structures de façade et instauré un contrôle étroit des médias et des organisations de la société civile. Ce verrouillage institutionnel s'est accompagné d'une personnalisation du pouvoir, où la figure du leader devenait l'incarnation de la nation. Les parlements ont été réduits à des chambres d'enregistrement, les syndicats cooptés ou dissous, et toute critique assimilée à une trahison. Ce modèle a permis à des régimes de durer des décennies, malgré les crises économiques ou sociales. Exemple, Siad Barre installe en Somalie le parti unique SRSP¹ ; Omar Bongo (Gabon) passe à la multi-réélection à volonté et mandats de 7 ans².

- Népotisme et dynasties émergentes (ex : Gabon, Guinée équatoriale).

Le népotisme est devenu un pilier des régimes autoritaristes africains, transformant l'État en patrimoine familial. Au Gabon, la longévité d'Omar Bongo puis la succession de son fils Ali ont illustré cette dérive vers une monarchie républicaine. En Guinée équatoriale, Teodoro Obiang a préparé sa descendance à hériter du pouvoir, plaçant son fils à des postes stratégiques, y compris dans la gestion du pétrole, ressource clé du pays.

Au Zimbabwe, en septembre 2023, le président Emmerson Mnangagwa a nommé son fils David Kudakwashe Mnangagwa, 34 ans, comme ministre adjoint des Finances, sans passage par un appui populaire ou long parcours institutionnel³. Il était déjà présent lors de réunions avec des investisseurs étrangers avant la nomination, ce qui lui a permis d'exercer une influence significative en dehors d'un mandat électif.

En Afrique du Sud, en 2014, Thuthukile Zuma, fille de l'ancien président Jacob Zuma, devient chef de cabinet du ministère des Télécommunications à seulement 25 ans. Sa nomination a suscité de fortes critiques pour son inexpérience et l'absence de mise en concurrence⁴. Elle accompagnait aussi son père dans ses fonctions officielles, même si elle n'avait aucun rôle politique élu.

Au Sénégal, sous le mandat de son père, le président Abdoulaye Wade (2000–2012), son fils Karim Wade était surnommé « Mister 15 % » en raison de sa mainmise sur des marchés

¹ https://en.wikipedia.org/wiki/Siad_Barre

² https://en.wikipedia.org/wiki/Omar_Bongo

³ <https://www.africanews.com/2023/09/12/zimbabwe-president-appoints-son-nephew-as-deputy-ministers/>

⁴ https://en.wikipedia.org/wiki/Thuthukile_Zuma

publics. Il ne détenait pas de mandat électif, mais contrôlait des secteurs stratégiques⁵. Une clé pour son influence a été sa présence régulière dans des négociations internationales, malgré l'absence d'un rôle officiel.

Ce mode de gouvernance s'appuie sur des alliances familiales solides, des réseaux économiques verrouillés et un culte du chef entretenu pour faire accepter l'idée d'une continuité dynastique. Le résultat : des États façonnés à l'image d'une famille dirigeante, avec des institutions réduites au rôle de courroies de transmission.

Caractéristique	Observations
Absence de légitimité électorale	Ces enfants de dirigeants n'ont jamais été élus ni nommés par des institutions transparentes.
Accès à des cercles de pouvoir	Ils accompagnent les dirigeants du pays dans des contextes diplomatiques ou financiers, sans rôle prévu par la Constitution.
Ressources manipulées par le pouvoir central	Ils bénéficient de faveurs, réseau et financements publics (ministères, conseils, marchés) sans contrôle démocratique.

Stratégies communes de maintien au pouvoir

- Répression policière et militaire.

La répression policière et militaire constitue l'outil le plus brutal et direct de conservation du pouvoir pour de nombreux régimes autoritaristes. Dès qu'une contestation naît, la machine sécuritaire s'active : arrestations arbitraires, disparitions, tortures, intimidations de familles et d'opposants. Au Tchad, Hissène Habré a bâti une police politique redoutable, responsable de milliers d'exécutions. En Ouganda, Idi Amin utilisait l'armée pour semer la terreur et liquider ses rivaux. Mugabe et al-Bashir utilisent la junte, la police secrète à des fins d'emprisonnements et de purges⁶.

Cette répression ne vise pas seulement à anéantir l'adversaire : elle sert aussi d'avertissement à l'ensemble de la population, instaurant un climat de peur permanent où toute velléité de contestation est tuée dans l'œuf.

- Changements constitutionnels.

⁵ https://en.wikipedia.org/wiki/Corruption_in_Senegal

⁶ https://en.wikipedia.org/wiki/Omar_al-Bashir

Les changements constitutionnels sont l'un des outils préférés des régimes autoritaristes pour prolonger leur règne sous un vernis de légalité. En modifiant la Constitution, les dirigeants suppriment les limitations de mandat, étendent la durée des mandats présidentiels, ou renforcent les pouvoirs de l'exécutif. Au Rwanda, en 2015, un référendum a permis de lever les barrières constitutionnelles et d'ouvrir la voie à la prolongation du pouvoir présidentiel. En Ouganda, Yoweri Museveni a supprimé la limite d'âge⁷, lui permettant de briguer de nouveaux mandats. Ce recours à l'ingénierie constitutionnelle, souvent accompagné d'un simulacre de consultation populaire, permet de consolider la légitimité apparente tout en verrouillant le jeu politique.

- Manipulation électorale.

La manipulation électorale est l'un des piliers des régimes autoritaristes contemporains. Sous une façade démocratique, ces régimes organisent des scrutins biaisés : listes électorales truquées, bourrages d'urnes, intimidations de l'électorat, et contrôle des commissions électorales. Les opposants sont souvent harcelés, empêchés de faire campagne librement, ou écartés par des moyens juridiques. Dans certains cas, l'État mobilise les médias publics pour diffuser une propagande massive, marginalisant toute voix dissidente. Ainsi, les élections deviennent des rituels de légitimation, destinés non pas à refléter la volonté populaire, mais à consacrer le pouvoir en place.

- Appuis extérieurs et réseaux internationaux.

Les régimes autoritaristes africains ont souvent su tisser des alliances internationales pour se maintenir. Certains ont joué habilement des rivalités entre grandes puissances, obtenant financements, armes ou soutien diplomatique en échange d'avantages géopolitiques : bases militaires, accès aux ressources, relais d'influence régionale. D'autres ont cultivé des réseaux économiques transnationaux, dissimulant des fortunes dans des paradis fiscaux ou s'appuyant sur des sociétés offshores pour recycler des fonds. Ces appuis extérieurs contribuent à renforcer la solidité interne du régime, lui offrant une marge de manœuvre face aux pressions populaires et consolidant son emprise à long terme.

- Habré (Tchad) s'allie à l'occident pour asseoir son régime⁸,
- Obiang (Guinée équatoriale) reçoit le soutien militaire/financier de l'ancienne puissance coloniale⁹,
- Bashir (Soudan) mise sur l'appui islamiste régional pour légitimer son régime.

⁷ <https://apnews.com/article/988f23c13243336c72e87c68d83229bd>

⁸ https://en.wikipedia.org/wiki/Hiss%C3%A8ne_Habr%C3%A9

⁹ <https://time.com/4306041/equatorial-guinea-election-teodoro-obiang/>

Méthode	Exemples de dirigeants
Coup d'État / rébellion armée	Barre, Amin, Habré, Obiang, Museveni, al-Bashir
Suppression des partis	Barre (SRSP), Obiang (PDGE), Bashir (NCP), Bongo (PDG)
Changements constitutionnels	Museveni, Obiang, Bongo
Répression policière/militaire	Barre, Habré, Amin, al-Bashir
Népotisme / cooptation	Obiang, Bongo, Museveni
Manipulation électorale	Museveni, Bongo, Obiang
Appui international	Habré, Obiang, Bashir

Parallèle avec Madagascar

- Rappel du contexte historique malgache.

Depuis son indépendance en 1960, Madagascar oscille entre espoirs démocratiques et cycles d'instabilité. Après une première République dirigée par une élite proche de l'ancienne puissance coloniale, le pays a connu en 1972 un basculement vers un régime militaire, puis l'ère socialiste d'Arema. Les années 1990 voient l'émergence d'une démocratie multipartite fragile, ponctuée de crises post-électorales et de transitions chaotiques. Depuis le début des années 2000, le pays alterne les tentatives de consolidation démocratique et les dérives autoritaires : manipulations institutionnelles¹⁰, neutralisation des contre-pouvoirs¹¹, et fragilité chronique des oppositions structurent un paysage politique dominé par des figures fortes, au discours populiste, naviguant entre alliances internationales et appui des cercles économiques locaux.

¹⁰ https://fr.wikipedia.org/wiki/Andry_Rajoelina

¹¹ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/03/29/a-madagascar-la-presidente-du-parlement-destituee-pour-s-etre-ecartee-de-la-ligne-du-parti-au-pouvoir_6224902_3212.html

- Mise en place d'un système autoritaire progressif (neutralisation des contre-pouvoirs, contrôles des médias).

À Madagascar, le glissement autoritaire ne s'est pas imposé par un coup d'État brutal, mais par une accumulation de mesures qui, lentement, ont affaibli les contre-pouvoirs. Le contrôle des médias¹² s'est accentué : pressions économiques, intimidation de journalistes critiques, montée en puissance de médias affiliés au pouvoir. Les institutions indépendantes, comme la justice ou le Parlement, ont vu leur autonomie rognée par des nominations partisans ou des réformes législatives. L'espace civique, quant à lui, s'est rétréci : surveillance renforcée, lois sur les manifestations, répression des voix discordantes. Cette stratégie progressive, moins spectaculaire qu'un putsch, s'avère redoutable : elle installe durablement une concentration de pouvoir¹³ tout en maintenant une façade démocratique.

- Émergence d'un népotisme discret et d'une préparation dynastique.

Dans l'ombre des projecteurs, un nouveau visage émerge¹⁴, apparaissant dans des rencontres diplomatiques ou des événements officiels, sans rôle institutionnel clair. Cette présence familiale, souvent présentée comme anodine, envoie pourtant un signal : celui d'une continuité en préparation. Le pouvoir façonne son image, prépare l'opinion à accepter la transmission, entretient un récit de stabilité incarnée par une lignée. Le népotisme se glisse dans les arcanes de l'État : les proches obtiennent des postes stratégiques, contrôlent des leviers économiques, consolident des alliances internationales¹⁵. Ce phénomène, discret et progressif, prépare le terrain à une dynastie politique où le sang se mêle au droit, perpétuant ainsi l'autorité sous un nouveau visage.

Aspect	Interprétation
Statut incertain	L'héritier participe à une haute ambassade, mais n'a aucune délégation officielle ni mandat diplomatique.
Renforcement du népotisme	Sa présence renforce une image dynastique : le pouvoir se construit autour de la famille, sans véritable contrôle institutionnel.
Effet symbolique	Permet à la présidence de projeter une image de jeunesse, modernité et proximité avec des figures internationales, au-delà des cercles officiels.

¹² https://fr.wikipedia.org/wiki/Andry_Rajoelina

¹³ <https://issafrica.org/iss-today/rajoelina-and-the-extreme-personalisation-of-power>

¹⁴ <https://moov.mg/article/96865-gestion-hoteliere-rajoelina-arena-integre-un-reseau-dexcellence>

¹⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_pr%C3%A9sidentielle_malgache_de_2023

Aspect	Interprétation
Limites de légitimité	Son rôle informel peut être perçu comme un affaiblissement institutionnel par les partenaires internationaux, qui cherchent des interlocuteurs officiels et identifiables.

Aspects comparés	Héritier potentiel (Madagascar)	Autres cas mentionnés (Afrique)
Position officielle	Aucune charge gouvernementale, juste lauréat en hôtellerie	Funct. ministérielle (Zuma), adjoint ministériel (Zimbabwe), conseiller informel (Sénégal)
Présence internationale	Présent à des rencontres avec cheikhs de Dubaï en 2023 (en.wikipedia.org , wardheernews.com , en.wikipedia.org)	Présent au G20 (Ivanka Trump), sommets régionaux (Zuma, Wade)
Népotisme institutionnalisé	Non institutionnalisé, mais stratégie familiale visible	Nommés à des postes concrets et par la suite impliqués dans les décisions
Légitimation externe	Justifiée par la présidence comme représentation « stratégique »	Déni ou défense publique (Zuma, Wade) ; contestations ouvertes (Zimbabwe, Afrique du Sud)
Risques	Faible expérience, légitimité contestée	Accusations de corruption, talonnage démocratique, critiques publiques (Mister 15 %, Afrique du Sud et Zimbabwe)

Analyse de la trajectoire politique d'ici 2028

- Verrouillage institutionnel et montée d'un successeur potentiel.

Alors que les institutions démocratiques s'étiolent, le pouvoir en place consolide son appareil : modification des règles électorales, marginalisation des partis d'opposition, domestication des juridictions censées garantir l'équilibre des pouvoirs (omniprésence et omnipotence des forces de l'ordre au service d'une Justice aux ordres). Dans le même temps, un visage familial, issu du cercle intime, commence à occuper l'espace public :

Voyages officiels, apparitions lors de cérémonies d'État, rencontres discrètes avec des partenaires étrangers, investisseurs potentiels, dit-on. Derrière cette stratégie, une ambition : assurer la continuité du régime au-delà de la figure actuelle, en préparant un successeur, souvent jeune et soigneusement mis en scène. Ce verrouillage progressif des institutions, couplé à une transition dynastique, réduit la probabilité d'alternance réelle, et inscrit le régime dans une logique d'héritage familial, sous couvert d'une légalité constitutionnelle façonnée sur mesure.

- Risques de répression et faiblesse de l'opposition.

Dans un contexte où les institutions sont étroitement contrôlées, l'opposition peine à se structurer. Ses figures les plus visibles subissent intimidations, poursuites judiciaires, campagnes de discrédit orchestrées par les médias proches du pouvoir. Les rassemblements sont souvent interdits ou dispersés par la force, sous couvert de maintien de l'ordre. Cette répression graduelle instille un climat de peur et dissuade les mobilisations citoyennes. Fragmentée, l'opposition ne parvient pas à incarner une alternative crédible, laissant au pouvoir l'initiative du récit politique et la maîtrise de l'agenda électoral. Cette asymétrie renforce la résilience du régime : moins l'opposition est forte, plus la répression peut être ciblée et dissuasive, consolidant ainsi un système autoritaire qui se présente comme l'unique garant de la stabilité nationale.

- Scénarios possibles : continuité autoritaire, transition négociée, crise politique.

D'ici 2028, plusieurs chemins se dessinent pour Madagascar. Dans le scénario de continuité autoritaire, le régime parvient à verrouiller le processus électoral, neutraliser l'opposition et consolider son ancrage, prolongeant ainsi son règne sans heurts apparents. Un second scénario imagine une transition négociée : sous pressions internes ou internationales, le pouvoir accepterait d'ouvrir des espaces d'expression, d'initier un partage limité de l'autorité pour préserver ses acquis économiques et garantir une sortie sans poursuites.

Enfin, le scénario de crise politique verrait l'émergence d'un mouvement populaire plus large, d'alliances inattendues entre opposants, ou d'un effondrement des soutiens extérieurs, déclenchant des tensions violentes ou une recomposition brutale du paysage politique. Ces trois trajectoires illustrent les incertitudes d'un pays où l'équilibre du pouvoir repose sur des équations fragiles et des compromis toujours provisoires.

Voici le tableau de synthèse des possibilités issues des « Méthodes africaines de maintien du pouvoir » mise à jour avec les données de Madagascar :

Méthode	Pouvoir actuel	Analyse / justifications	Probabilité (%)
Coup d'État / rébellion	✓ Historique en 2009	Faible risque immédiat ; pas d'outil militaire mis en avant	20 %

Méthode	Pouvoir actuel	Analyse / justifications	Probabilité (%)
Suppression des partis	✓ Contrôle institutionnel	Affaiblissement de l'opposition, famille (Héritier) placée en vitrine internationale pour renforcer légitimité	70 %
Changements constitutionnels	✓ Précédents en 2019	Stratégie familiale en préparation possible (succession de l'héritier)	60 %
Répression policière / militaire	✓ Outils répressifs	Surveillance et contrôle renforcés, surtout pour protéger le cercle rapproché familial	75 %
Népotisme / cooptation	✓ Mise en avant de l'héritier	L'héritier accompagne son père dans des sommets sans rôle officiel, illustration du népotisme émergent	60 %
Manipulation électorale	✓ Pratiques contestées	Potentiel d'usage accru des outils électoraux pour préparer un avenir politique pour l'héritier	80 %
Appui international	⚠ Fragile, hétérogène	Présence de l'héritier dans les rencontres stratégiques pour tenter de crédibiliser la succession	30 %

Probabilité globale estimée de maintien au pouvoir (ou continuité dynastique) d'ici 2028 : ≈ 55 %.

Voici l'explication détaillée des pourcentages du tableau :

- **Coup d'État / rébellion (20 %)** : Le président actuel est arrivé initialement par un coup d'État en 2009, mais son pouvoir actuel repose sur des élections et une légitimité institutionnelle apparente. Un recours à un nouveau coup est peu probable sans crise majeure.
- **Suppression des partis (70 %)** : Le régime a déjà montré une forte capacité à neutraliser ou affaiblir l'opposition (exclusion, intimidations). La mise en avant d'un « héritier » dans des sphères internationales renforce la solidité du cercle du pouvoir.
- **Changements constitutionnels (60 %)** : Le régime a déjà modifié ou contourné la constitution. Le scénario d'un changement pour préparer la succession (potentiellement l'héritier) ou renforcer la présidence est crédible.
- **Répression policière / militaire (75 %)** : Le pouvoir a investi dans des outils de surveillance (ex. Predator), la répression d'opposants et la neutralisation d'adversaires sont une constante, surtout pour protéger les intérêts du clan familial.

- **Népotisme / cooptation (60 %)** : La présence de l'héritier dans des rencontres internationales montre une stratégie de mise en avant familiale. Cette pratique pourrait s'intensifier, indiquant un népotisme croissant.
- **Manipulation électorale (80 %)** : Les dernières élections ont montré des signaux forts (intimidation, contrôle institutionnel, abstention massive). Cette méthode est hautement probable pour prolonger le pouvoir ou installer une succession.
- **Appui international (30 %)** : Madagascar reçoit un soutien extérieur fluctuant. Les partenaires internationaux restent prudents face à la personnalisation du pouvoir et au népotisme émergent, d'où un appui incertain.

Ces pourcentages traduisent une combinaison de tendances observées, du profilage et des données récentes sur l'entourage familial et la dynamique du régime.

Perspectives après 2028

- Dynastie stabilisée vs. Résurgence démocratique.

Au lendemain de 2028, deux trajectoires majeures pourraient s'affronter. Dans la première, la dynastie s'installe : le successeur désigné, forgé dans l'ombre du pouvoir, consolide son autorité, perpétuant un système marqué par la centralisation et l'exclusion des contre-pouvoirs. La stabilité apparente masque une concentration toujours plus grande des ressources et des décisions entre quelques mains. Dans la seconde trajectoire, la fatigue sociale et les contradictions internes du régime offrent un terrain à une résurgence démocratique : figures de la société civile, acteurs politiques marginalisés et citoyens ordinaires pourraient fédérer leurs colères pour exiger des réformes, une justice indépendante, et une redistribution plus équitable des richesses. Entre ces deux lignes de force, tout reste ouvert, et l'avenir du pays dépendra de l'aptitude des citoyens à s'organiser et des élites à négocier une sortie de crise pacifique.

- Facteurs internes (société civile, économie) et externes (pressions internationales).

Les dynamiques internes, comme la capacité de la société civile à s'organiser, à porter des revendications claires et à résister à la répression, seront déterminantes : syndicats, associations, églises, diasporas peuvent jouer un rôle d'aiguillon. Sur le plan économique, l'évolution du coût de la vie, des inégalités et de l'emploi influencera la patience populaire. À l'extérieur, la pression internationale, qu'elle vienne d'organisations régionales, de bailleurs ou d'alliances diplomatiques, pourra peser sur les calculs du pouvoir, surtout si elle conditionne l'aide économique ou la reconnaissance du futur scrutin. Ainsi, l'avenir de Madagascar ne se jouera pas uniquement à huis clos : il dépendra aussi des équilibres globaux et des rapports de force régionaux.

Conclusion

- Enjeux pour l'avenir : consolidation autoritaire ou rupture démocratique.

À l'horizon 2028 et au-delà, Madagascar se trouve à la croisée des chemins. D'un côté, la consolidation autoritaire pourrait s'enraciner : verrouillage des institutions, extension des réseaux familiaux et économiques, marginalisation des voix critiques. Ce scénario offre une stabilité de façade, mais entretient les inégalités, alimente les frustrations et fragilise les bases d'un véritable contrat social. De l'autre côté, la rupture démocratique suppose un sursaut citoyen, une recomposition du paysage politique et l'émergence de contre-pouvoirs solides : justice indépendante, presse libre, société civile dynamique. Cette voie est semée d'embûches : répression, divisions internes, inertie institutionnelle. Pourtant, elle reste le seul chemin pour bâtir un État plus juste et une gouvernance au service de l'intérêt général. Le choix n'appartient pas qu'aux élites : il sera façonné par la vigilance collective et la capacité des Malgaches à reprendre en main leur destin.

- Importance du rôle citoyen et de l'observation internationale.

L'histoire des transitions politiques montre que la vigilance citoyenne est le premier rempart contre la confiscation du pouvoir. C'est dans la capacité des citoyens à surveiller les scrutins, à dénoncer les abus, à exiger des comptes et à défendre l'espace public que se forge une culture démocratique durable. Mais cette dynamique interne a besoin d'alliés : l'observation internationale, les pressions diplomatiques et l'appui des partenaires extérieurs peuvent contribuer à garantir des processus électoraux plus transparents, à dissuader la répression et à sanctionner les dérives autoritaires. Sans naïveté, car ces soutiens sont souvent ambivalents, l'alliance entre mobilisation interne et vigilance externe reste un levier essentiel pour imposer des limites aux régimes tentés par la dérive autoritaire.

- Risque de poursuites ou d'enquêtes

Si l'alternance est authentique et indépendante, l'enrichissement des tenants du pouvoir, s'il est avéré, pourrait faire l'objet d'investigations, menant à des procédures judiciaires ou des exils stratégiques.

Il reste environ **3 ans et 5 mois** avant le début de la prochaine élection présidentielle à Madagascar prévue pour **le 16 décembre 2028**. L'Histoire nous dira quel a été le choix du peuple malgache, quelle trajectoire aura-t-il choisi, une continuité dans ce qu'il vit au quotidien avec son lot de satisfaction et de douleur, ou un sursaut de résilience propre à un peuple pris en otage ? Elle nous rappellera alors que tous les 15 ans en moyenne, il s'est passé des événements socio-politiques de grande ampleur dans la Grande Ile...

Rédaction - Diapason